

18e RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE

BLOIS - 8 -11 OCTOBRE 2015

THEME : LES EMPIRES

Les Rendez-vous de l'Histoire de Blois sont un événement riche en conférences, débats, tables rondes, cartes blanches, rencontres... Pour cette édition 2015, le thème des Empires était au cœur de la programmation. D'autres sujets d'histoire ont été également abordés

Les Rendez-vous de l'Histoire sont également l'occasion d'enrichir sa pratique grâce à la participation à des ateliers pédagogiques.

Retour sur quelques jours passionnants...

SOMMAIRE

Ateliers pédagogiques	p 2
Tables rondes	p 5
Cartes blanches	p 10
Communication	p 16
Conférence	p 17

LES ATELIERS NUMERIQUES

VENDREDI 9 OCTOBRE : ANIMATION NUMERIQUE CANOPE : Les deux albums d'Auschwitz

Présentation de l'ouvrage L'Album d'Auschwitz qui comprend un DVD ainsi qu'un code pour accéder à l'espace pédagogique du webdocumentaire. L'ouvrage est composé de photos prises sur le camp.

Le webdocumentaire permet de travailler avec les élèves en salle info. de manière très approfondie sur le camp d'Auschwitz. En effet, il est composé du plan du camp, mis en lien avec des photos et un témoignage d'une rescapée.

Le lien suivant, vous permet d'y accéder : <https://www.reseau-canope.fr/les-2-albums-auschwitz/>

SAMEDI 10 OCTOBRE : ATELIER NUMERIQUE : FONDER DES EMPIRES COLONIAUX : LES EUROPEENS A L'ASSAUT DES AMERIQUES (XVIe-XVIIe s) Par Youri Tinard, professeur Lettres-Histoire en LP

Présentation d'une séquence de 4h effectuée avec une classe de 1^{ère} année de CAP. Le collègue a aussi la classe en français. Il travaille sur les représentations des européens.

Outils numériques utilisés :

- VLC
- Enregistreur numérique
- Logiciel Image Active
- Audacity
- Google Art Project

1^{ère} heure : réalisation d'une chronologie avec Libre Office. Entrée dans le thème par l'HDA. Comment les Hommes se représentent-ils ? Etude de deux tableaux représentant la Cène de deux époques différentes. Travail des élèves pour trouver le point de fuite de 9 tableaux.

En classe inversée, sur l'ENT, visionnage d'un extrait du *Nom de la Rose* (« le rire est le propre de l'Homme ») avec un questionnaire à compléter. Vidéo sur *l'Homme de Vitruve* et la recherche de proportions idéales.

2^e heure : comment représenter de manière objective la découverte de Christophe Colomb ? Travail à partir de la bande annonce du film *1492* de Ridley Scott. L'objectif pour les élèves est de trouver les

3 images à retenir de la bande annonce. Le professeur effectue des captures d'écran à partir de VLC. Les élèves doivent résumer en 40 mots une des trois images retenues. Pour les élèves les plus en difficulté face à l'écrit, le professeur utilise un enregistreur numérique.

Utilisation du **logiciel Image Active** qui permet de sélectionner des éléments d'une image ou d'un tableau et d'insérer les commentaires qui vont avec dans une bulle.

3^e heure : lecture du journal de Christophe Colomb. La lecture est faite sous forme d'écoute à l'oral : le professeur a enregistré sa lecture auparavant grâce à Audacity. Les élèves doivent souligner en rouge dans le texte les actions et en vert les descriptions. Travail sur les ressemblances et les différences avec le film de Ridley Scott. La seule ressemblance identifiée est que les indiens sont pacifiques et que l'on constate une supériorité militaire des conquistadors. L'enseignant fait aussi souligner les allusions à la religion et précise que le texte de Colomb a été réécrit.

Dans un 2^e temps, étude de cartes pour montrer que la découverte de Colomb se fait sur des îles périphériques de l'Amérique. Travail de repérage du monde connu / non connu / découverte de Colomb. Puis explication sur le traité de Tordesillas.

4^e heure : utilisation de Google Art Project qui permet de faire des zooms sur les détails d'un tableau (Vermeer, *L'Officier et la jeune fille riant*). Travail de nouveau sur des commentaires du tableau en utilisant Image Active. Travail sur des cartes

SAMEDI 10 OCTOBRE : ATELIER NUMERIQUE : L'EMPIRE FRANÇAIS DANS LES ACTUALITES FILMEES DES ANNEES 1930 A 1950 : QUELS USAGES PEDAGOGIQUES ?

Un atelier en partenariat avec l'INA et *Jalons*. Le Travail présenté est plutôt destiné au lycée.

1- Présentation des nouveautés de Jalons :

- un accès gratuit via Eduthèque.
- De nombreuses ressources via Eduthèque : arte, CNS, siteTV, INSEE, IGN, BNF, Pompidou...
- Possibilité de créer un compte classe à partir de « mon compte ».
- Un corpus spécifique pour Jalons pour le Concours National de la Résistance et de la déportation.
- Des parcours pédagogiques comme celui sur la Panthéonisation des 4 résistants. Mais aussi des parcours EMC sur la liberté de la presse en France et dans le monde, sur la liberté d'opinion, l'égalité, la laïcité...

2- Présentation par un enseignant qui collabore au site *Jalons* de quatre vidéos des actualités filmées sur la colonisation.

En rappel, l'enseignant précise que les actualités filmées sont diffusées dans les cinémas et sont totalement contrôlées par les pouvoirs publics. Il faut donc les prendre comme des archives visuelles qui reflètent l'état d'esprit colonial en métropole. Le commentaire positif sur la colonisation est parfois contradictoire avec les images. Le même fil directeur est toujours utilisé dans ces archives :

- les colonies sont un atout pour la France dans la perspective d'une guerre

- la France apporte la civilisation dans l'empire colonial et les colonies apportent une touche d'exotisme en métropole.

Vidéo 1 : 1934 : L'inauguration de la ligne de chemin de fer Congo-Océan. Ce que la vidéo ne dit pas c'est que le chantier a été long, coûteux financièrement et en vie humaine (20 000 morts). Permet de rappeler aux élèves que les colonies sont utilisées pour l'exploitation de leurs matières premières. Plus on se rapproche de la guerre, plus on valorise les colonies comme une ressource en main d'œuvre et en matières premières.

Vidéo 2 : Janvier 1939 : voyage de Daladier en Afrique du Nord. La vidéo insiste sur la loyauté et la fidélité envers la métropole. L'Empire doit permettre de tenir une guerre longue.

Vidéo 3 : Automne 1945 : exposition en métropole qui rappelle le rôle des colonies dans la Libération. Pour la reconstruction, la France a besoin de ses colonies. Beaucoup de reportages sont visibles sur l'exploitation des colonies. En exemple ici, la filière du bois : la vidéo permet de constater que les tâches de base sont effectuées dans les colonies mais que le travail qui apporte une valeur ajoutée à la matière première se fait en métropole.

Vidéo 4 : 1948 : agriculture en Algérie. Montre la complémentarité entre la colonie et la métropole. Selon le commentaire de l'archive, la France a fait l'Algérie. Le développement de la colonie n'a été possible que par l'action de la métropole.

TABLES RONDES

VENDREDI 9 OCTOBRE : TABLE RONDE (L'ECONOMIE AUX RDV DE L'HISTOIRE)

DANS QUELLES VILLES VOULONS-NOUS VIVRE ?

Par Thierry Paquot, Michel Lussault, Sylvie Brunel

T. Paquot : Fernand Braudel : « la ville est un heureux accident de l'Histoire ». On date traditionnellement l'apparition de la ville entre 8 000 et 7 000 av JC en parallèle avec l'apparition de l'agriculture. Depuis quelques années, l'idée que les villes sont les filles du commerce et donc qu'elles se sont constituées à l'intersection des voies de communication, est mise en avant.

M. Lussault : en 1992 (pour le 500^e anniversaire des grandes découvertes), beaucoup de travaux sur les villes qui montrent que dans l'empire Inca, on compte des villes de 400 à 500 000 habitants.

A partir des années 1950, un autre ordre urbain se met en place. Une nouvelle réalité urbaine se dessine en parallèle d'une nouvelle réalité économique. La ville devient un espace du développement économique, une solution inventée pour maximiser les échanges et la production. Dès le départ, la ville est capitaliste. Il y a une forte relation entre urbanisation et circulation. D'ailleurs, LA ville n'existe pas, il faut plutôt parler DES villes.

Jusqu'au XVIII^e s, peu de villes compte plus d'un million d'habitants. On a pu compter dans l'Histoire Rome ou Bagdad. Avec la révolution industrielle, vers 1900 on compte 11 villes avec 1 million d'habitants en 2030 on en comptera 150 pour la Chine seulement.

S. Brunel : Avant 1950, on ne compte pas de villes millionnaires au Sud du Sahara. Les plus grandes villes étaient des villes marchandes comme Gao ou Mopti. C'est la colonisation qui renverse les flux vers les littoraux. Au moment des indépendances, 15% de la population vit en ville. La ville indigène est tenue à distance des quartiers européens aérés. Progressivement le réseau urbain se rééquilibre. Aujourd'hui en Afrique, on compte 40% de population urbaine. La croissance urbaine en Afrique est surtout une croissance des bidonvilles. A noter que le réservoir rural s'accroît également.

Entre 1900 et 2050 la population mondiale sera multipliée par 6 mais la population urbaine sera multipliée par plus de 30. La bidonvillisation n'est pas un phénomène nouveau. Il existe déjà au temps de la Rome antique ou au temps des cathédrales. Il devient un mode aujourd'hui d'urbanisation.

La question que l'on peut se poser : existe-t-il une juste taille des villes ? Le taux d'urbanisation finalement n'est pas une juste statistique. Car on peut être urbain sans habiter en ville. On doit parler plutôt d'urbanisation des mœurs.

T. Paquot : la ville est un lieu habité par une population qui combine urbanité, diversité et altérité. Les enclaves sécurisées résidentielles ne font pas la ville parce qu'il y a une homogénéisation de la population. Dans ce cas précis, la ville est alors en voie de disparition. La ville c'est l'Etre dans sa pluralité.

S. Brunel : en Afrique, les campagnes restent le siège des traditions. Il existe une aspiration des populations rurales à aller en ville. Les allers-retours ville/campagne sont fréquents. Par exemple, les populations partent en ville au moment de la saison sèche. Partir en ville est une forme d'émancipation. A noter que le taux de mortalité infantile reste plus faible en ville, car on constate un meilleur accès à l'eau ou encore une meilleure espérance de vie. Le quotidien à la campagne est pénible notamment pour les femmes. On vit mieux dans les villes au niveau des statistiques pourtant l'isolement est plus facile.

M. Lussault : être urbain est un mode de vie. Considérer l'urbain c'est considérer comment les urbains cohabitent. Le terme d'habitation est à prendre au sens plus large que le terme de résidence.

Dans l'habitat informel, on constate beaucoup de solutions trouvées pour les services. Ainsi, une forme de créativité urbaine est visible dans les bidonvilles (cf. M. Davis, *Planète bidonville (Planet of slums)* ; M. Lussault, *Et si nous pouvions apprendre des bidonvilles ?*). Dans les bidonvilles, de nouvelles manières d'utiliser les ressources, de nouveaux modèles sont à mettre en parallèle d'une réflexion sur la ville durable.

T. Paquot : il faut mettre au cœur de la ville les habitants. Les bidonvilles c'est l'insécurité foncière. Les mots clés de la ville sont : réseau, mobilité, archipel, nomadisme. Aujourd'hui, on assiste à une pérennisation d'une ville à l'ancienne sur le modèle de l'urbanisme inventé à la fin du XIXe s. L'Inde vient de lancer par exemple le plus grand programme autoroutier du monde, car le pays espère plus de 300 millions de véhicules !

L'écologie a été inventée en même temps que l'urbanisme. C'est une démarche, elle n'est pas politique. « Tous les ministères devraient être écolos ». L'enjeu se situe autour du mode de vie. Pour changer, il faut inventer quelque chose de nouveau. Par exemple, enlever les centres commerciaux et réfléchir à la livraison à domicile.

M. Lussault : le rural est intégré dans la logique économique de la ville. Le local est l'espace à partir duquel on peut produire et échanger. L'architecte doit être l'orchestrateur des compétences des habitants.

S. Brunel : les bidonvilles sont une réalité différente. Il n'y existe pas de titre de propriété officiel. Lors de la pérennisation des bidonvilles, on constate des négociations de droits fonciers et des services comme le ramassage des ordures qui se mettent en place. Ils viennent de la volonté des habitants. Il y a une prise de conscience pour améliorer le cadre de vie.

Pour construire des villes nouvelles, les architectes sont partis du vide. Ils imaginent des modèles parfaits mais sans habitants. Ces espaces restent vides car loins de tout. Ils conviennent à une petite clientèle aux revenus élevés.

En Afrique, seulement 5% de la population a un revenu officiel. Le secteur informel est très important. 200 millions de personnes de moins de 20 ans sont au chômage. La frustration se développe, notamment avec la proximité très grande de la richesse à travers les réseaux sociaux. Le documentaire *Human* de Y-A Bertrand donne la voix aux invisibles.

T. Paquot : « mes villes intelligentes sont un contre-modèle ». Il faut réfléchir à comment organiser une société politique autre qu'une société de clients. Les individus sont des acteurs politiques, capable de construire leur mode de vie. « On ne peut pas développer l'urbanité si on pense que le voisin est un ennemi ».

VENDREDI 9 OCTOBRE : TABLE RONDE : A-T-ON BESOIN DE PROGRAMMES EN HISTOIRE ?

Par Michel Lussault, Romain Bertrand, Patrick Boucheron, Raphaëlle Branche, Emmanuel Laurentin

M. Lussault : Dans les nouveaux programmes, l'Histoire et la géographie sont traités à parts égales. Puisqu'il n'est plus indiqué Histoire-Géographie mais Histoire et géographie. Les objectifs des deux disciplines convergent. Le programme de géographie est dédié à la mondialisation et à l'histoire du temps présent.

Le travail du CSP a été de redéfinir tous les programmes de la scolarité après la mise en place du nouveau socle, dont l'objectif est de former à une culture scolaire partagée. « Nous sommes trop croyants par rapport aux programmes ». Mettre en place de nouveaux programmes d'Histoire c'est être condamné à échouer. Ceux qui les commentent veulent en faire un manifeste, une vision parfaite de ce que doit être l'Histoire. Il faut les mettre en perspective pour les élèves et non à les prendre du point de vue du savoir professoral.

Le CSP a fait son travail du point de vue des apprentissages. Après le préambule, on trouve un tableau des compétences travaillées. C'est le plus important, c'est-à-dire définir les grands objectifs de formation et d'apprentissage. Quand on étudie l'histoire et la géographie, on étudie toujours plus que le contenu disciplinaire. Le tableau des compétences suffirait presque. Le programme ne devrait donner que quelques bornes, sous-entendu il ne devrait pas y avoir de programme.

R. Branche : rédactrice en chef de la revue XXe s. Elle pose la question « à quoi sert d'enseigner l'Histoire ? ». Elle s'étonne également de la rapidité avec laquelle les acquis de la recherche passent dans le programme. Parfois, ils sont mêmes en avance sur la recherche. Par exemple, au lycée un thème traite de la mémoire de la guerre d'Algérie alors qu'il n'y a pas de recherches précises. Est-ce nécessaire pour les élèves de transmettre les débats de la recherche, est-ce l'essentiel ?

P. Boucheron : rappelle que le dernier numéro des Annales porte sur le programme d'Histoire et l'enseignement de l'Histoire. Problème qui subsiste est de vouloir une performativité immédiate. Comme si 1h de cours se transformerait en conviction pour l'élève. Il est faux de croire que seule l'Histoire forme à l'esprit critique.

La 1^{ère} mouture des programmes a été saluée parce qu'elle est innovante. La liberté pédagogique a été massacrée par le débat public. Pourquoi le pouvoir politique croit répondre aux critiques des gens qui n'ont rien à dire ? P. Boucheron s'est ému du fait que les historiens n'ont pas fait entendre leurs voix.

M. Lussault : avoue que pendant un moment, ils « se sont sentis bien seuls au CSP »... Le président de la République était prêt à nommer une commission. Dans ce cas, M. Lussault indique qu'il aurait démissionné.

La liberté a été réinsérée dans les programmes. Ils sont désormais neutres (voire fades ?). Il n'y a aucune indication horaire. Ils sont très allusifs et il n'y a aucune entrée didactique. Le programme est donc plastique afin que les enseignants se l'approprient et le travaillent.

La France est le seul pays où à propos du programme de CM2 en Sciences-Physiques, l'Académie s'est permise de débarquer dans le bureau du président en hurlant « on tue la science-physique ! ». Le CSP fait le pari que dans les classes, il est possible d'être ambitieux avec les élèves et les enseignants.

R. Bertrand : estime que la dimension mondiale de l'Histoire a été oubliée. L'Histoire du monde et des 1ères mondialisations disparaissent derrière le globe contemporain étudié en géographie. La ligne de faille n'est pas entre le roman national et l'histoire globale. L'Histoire doit être vue comme un savoir critique et une forme d'appropriation.

M. Lussault : admet l'incapacité à avoir influé sur les termes du « pseudo débat publique ». Incapacité à lire différemment les textes, à vectoriser les compétences par les intitulés du texte. Les thèmes proposés sont en fait des solutions pour introduire les capacités. Ils ne sont pas là pour imposer une norme.

P. Boucheron : a le sentiment d'une occasion manquée. Mais sait que les profs engagés se débrouillent dans le dos des institutions. Le politique a trouvé plus urgent de donner des gages au débat. Le programme ne repose pas sur des contenus mais sur la méthode.

M. Lussault : beaucoup de remarques sur l'abandon de la version 1. Beaucoup de discussion autour du maintien ou non des choix. La décision de les supprimer a été difficile. La majorité du CSP a estimé que la question des choix n'a pas été comprise, que cela brouillait le message du programme. Les programmes sont trop chargés mais on constate une incapacité à les alléger car nous n'acceptons pas que dans une scolarité obligatoire, on ne peut pas tout dire.

La question de l'égalité républicaine d'un établissement à un autre est posée. Le niveau d'égalité s'établit avec l'existence du socle. L'école du socle, c'est égalité. En bleu dans les nouveaux programmes, le socle est rappelé, il est donc plus accessible notamment pour les parents. Les vrais objectifs disciplinaires doivent être le lien entre le cycle et le socle. Les contenus viennent servir les méthodes. La seule légitimation par le contenu ne suffit plus.

La question à se poser n'est pas : « que reste-t-il des contenus après le collège, mais que reste-t-il de la scolarité ? »

Le problème posé est également celui des manuels qui restent des « juges de paix », ce qui est anormal. Il est nécessaire pour les enseignants de s'approprier les démarches.

DIMANCHE 11 OCTOBRE : TABLE RONDE : LE RÉGIME DE VICHY ET L'HECATOMBE DES MALADES MENTAUX.

Proposée par le centre national du livre avec J-P Azéma, Isabelle Von Bueltingloewen qui a fait paraître un ouvrage conséquent en 2008 sur le sujet : *L'Hécatombe des fous* et Michel Caire

Le débat sur la surmortalité des malades mentaux sous le Régime de Vichy comme volonté d'extermination, a été relancé par Charles Gardou, professeur à Lyon II en anthropologie. Soutenu par 110 personnalités, il réclame la construction d'un mémorial dédié aux personnes handicapées victimes du régime nazi et de Vichy. Le dossier d'un affrontement mémoriel est réouvert. La pétition de Gardou est ensuite signée par 90 000 personnes. Celui-ci est reçu par François Hollande et J-P Azéma est alors chargé de faire un rapport sur le sujet.

La surmortalité dans les hôpitaux psychiatriques est due à une famine lente entre 1940 et 1945. Environ 49 000 décès supplémentaires. L'occupant allemand n'utilise pas la faim comme arme de guerre en France (à l'inverse de la Grèce ou de la Yougoslavie). Il n'y a pas eu d'opération T4 en France comme en Allemagne, mais une exploitation de la France pour faire fonctionner la machine de guerre allemande.

Au départ, les médecins psychiatres pensent que la surmortalité est due à un déficit en vitamines. Les médecins-chefs psychiatres sont des fonctionnaires qui doivent obéir au préfet. Certains médecins cherchent à sortir des carences alimentaires en exploitant les terrains agricoles disponibles dans les Hôpitaux Psychiatriques.

Il n'existe pas de texte dans les archives montrant une volonté de la part de Vichy d'exterminer les malades mentaux. Le désintérêt de Vichy n'est pas à prendre comme une volonté d'extermination. En 1939, on compte environ 120 000 lits dans les asiles, jusqu'à 1 000 lits par médecins. Tous les médecins gardent en mémoire l'hécatombe de 1940. En décembre 1942, une circulaire augmente la ration alimentaire et permet l'inversion de la courbe de la mortalité. Les malades deviennent une priorité dans le rationnement. Dans les grandes structures comme Clermont de L'Oise, on assiste à un phénomène important de coulage, où les employés récupèrent la nourriture.

A l'époque le placement se fait par le préfet ou la famille. Les malades sont rarement aidés par la famille. On constate un effondrement du nombre d'entrée pendant l'occupation : les familles gardent leur malade qui peut toujours servir dans les travaux agricoles. On constate également un développement des sorties d'essai et souvent le malade n'est pas réintégré après l'essai. Cette modalité est moins complexe que de faire une levée de placement. C'est une 1^{ère} réflexion sur la déhospitalisation.

CARTES BLANCHES

JEUDI 8 OCTOBRE : FIN D'EMPIRE : GUERRE D'INDEPENDANCE ALGERIENNE ET SOCIETE METROPOLITAINE

Carte blanche au centre d'Histoire sociale du XXe s – conférence menée par 4 doctorants

Il existe une connexion entre l'espace métropolitain et l'espace algérien. Cette existence est à mettre en parallèle avec la notion d'empire. La Guerre d'Algérie est sans équivalent dans l'empire français à cause du lien fort avec la métropole. Pour exemple, la colonie est organisée en départements.

En 1954, on compte environ 1 million de français vivant en Algérie. Après l'indépendance, certains français sont restés mais la majorité est revenue en France.

1 million de soldats du contingent sont mobilisés. L'armée a donc été marquée par cet épisode. La guerre s'est aussi déroulée sur le sol français avec la présence d'une antenne du FLN en France.

Trois aspects sont évoqués lors de cette carte blanche :

- La question des migrations suscitées par la guerre et l'indépendance
- 1 exemple précis de coordination du combat pendant l'indépendance
- L'armée : un effet sur les agents de l'Etat impliqués

M. Messika : intervention sur le sort des populations juives françaises en Algérie

Pendant la guerre, les associations juives se préoccupent du sort de la population juive d'Algérie. Les liens avec les associations métropolitaines pour sauvegarder les minorités juives d'Algérie sont forts.

On compte environ 140 000 juifs d'Algérie de nationalité française (la nationalité française est reconnue aux juifs depuis 1870). Après l'indépendance, on constate un départ des populations juives. Pour le gouvernement français, ils sont considérés comme des nationaux. Mais dès la fin des années 1950, les associations métropolitaines se mobilisent pour la protection du statut du maintien de la nationalité. Les populations juives sont inquiètes sur leur avenir dans le bassin méditerranéen. Elles ont peur de ne pas être reconnues en tant que population française.

Exemple de l'alliance israélite universelle, présidée par René Cassin (vice-président du Conseil d'Etat) est développé. Cette association a contribué à l'ouverture d'écoles dans le bassin méditerranéen. L'association défend le lien entre population juive et l'Etat en termes de citoyenneté. Le décret Crémieux avait été aboli sous le régime de Vichy (décret qui donne la nationalité française aux juifs de France), d'où la crainte des juifs d'Algérie de voir une nouvelle fois ce décret aboli.

En 1962, on compte 10 000 juifs en Algérie, en 1963, seuls 4 000 restent en Algérie. Il existe donc un bouleversement démographique en métropole avec l'arrivée de cette population juive (à ajouter la population juive de Tunisie et du Maroc). Cette arrivée est positive pour les dirigeants des associations juives : cela va permettre de remplir les synagogues qui se vident. Car l'idée d'une

démographie juive en France déclinante se diffuse. On assiste à un discours de régénération de la part des associations juives.

S. André : intervention sur la mobilisation des anciens combattants en Algérie

Les algériens sont peu présents dans ce milieu associatif. Il existe des associations spécifiques pour les anciens combattants des colonies, mais leurs membres doivent faire face à des difficultés pour les monter car la peur du danger d'un canal de diffusion d'idées nationalistes est importante.

On constate une division dans les associations d'anciens combattants :

- Les partisans de l'Algérie française qui estiment de leur devoir de défendre la Nation. En 1955, le Comité d'entente des anciens combattants refuse le principe d'autodétermination.
- Les associations modérées

D. Leroux : intervention sur l'Action psychologique de l'armée française pendant la guerre

Ce terme d'Action psychologique date des années 1950. Il désigne la propagande anticomuniste. Il se développe dans l'armée pendant la guerre d'Indochine. Il théorise le mode d'action de l'armée par rapport à la population. Ce sont les officiers du 5^e bureau qui en sont chargés. Que deviennent-ils après la guerre ? Ils sortent du conflit marginalisés. C'est un stigmate dans leur carrière militaire et beaucoup quittent l'armée.

Se pose le problème de leur recasement par l'Etat : beaucoup deviennent des spécialistes de l'immigration nord-africaine. Dans le domaine privé, beaucoup se lancent dans le management de personnel.

M. Loris : intervention sur l'évolution de la réglementation et de la discipline dans l'armée après la guerre d'Algérie.

Fin janvier 1960 : la semaine des barricades en Algérie se déroule dans un contexte du renvoi du général Massu, chef de la bataille d'Alger en 1957.

Après la guerre, on fait face à une politisation de l'armée et l'on se pose la question des sanctions. Dans le nouveau règlement, les chefs n'ont pas toujours raison. On constate un assouplissement léger dans le droit à l'expression. Mais cette tendance à la réforme existe déjà avant la guerre d'Algérie.

JEUDI 8 OCTOBRE : L'EMPIRE FRANÇAIS D'AMÉRIQUE (1604-1765)

Carte blanche aux éditions du septentrion du Québec – Raymonde Litalien, Céline Méliçon, Laurent Veyssièrè

L'empire français d'Amérique n'est pas un espace de souveraineté unifié. C'est plutôt une réalité territoriale et sociale. Il n'y a pas eu de volontarisme de la monarchie française pour se lancer dans les grandes découvertes. C'est Henri IV qui sera décisif sur ce sujet. Quels sont donc alors les éléments caractéristiques de l'impérialisme français en Amérique ?

A l'origine, les français sont présents en Amérique du Nord à travers la pêche à la morue et la chasse au castor. Les pêcheurs français et britanniques sont présents sur les côtes au large de Terre Neuve avant le XVIe s. Il existe déjà des échanges de produits avec les amérindiens (des produits industriels contre de la fourrure). Ce sont d'abord les pêcheurs qui apprennent à connaître le terrain.

A partir de 1524, François Ier envoie des missions pour trouver d'autres richesses, pour « aller voir » ce territoire. Il faut attendre la fin du XVIe s pour la reprise d'expéditions officielles qui ont pour but de chercher des minerais qui enrichiraient la France.

Les amérindiens sont considérés comme des « sauvages », c'est-à-dire littéralement comme des hommes de la forêt. Les français ont un regard d'étonnement. On voit surtout chez eux leur capacité à être civilisé, c'est-à-dire christianisé. On cherche à les rendre semblables aux français, à en faire des concitoyens. A l'époque, la nationalité passe par le baptême (et cela reste ainsi jusqu'aux années 1970 au Canada).

Au début, on souhaite le métissage. Colbert l'encourage afin d'augmenter la population. Mais, on constate que les enfants métisses restent plutôt chez les amérindiens. On pense alors que les français « s'ensauvagent ».

Le métissage peut aussi se voir dans la langue. Le nom « Québec » viendrait peut-être du village de « Briquebec » dans le Nord de la Manche. En 1611, une carte de la région mentionne le nom de Québec. Le village de Briquebec envoie beaucoup de marins à Terre-neuve. On peut donc se poser la question d'un 1^{er} métissage.

1604 : fondation de l'Acadie – 1608 : fondation du Québec.

Quels sont les objectifs en 1604 ? Est-ce une démarche impérialiste ? Le terme d'empire n'apparaît pas dans les textes. On parle de la fondation d'une colonie pour implanter de la population. Les amérindiens ont imposé leurs conditions pour la fondation de la colonie. Ce ne sont pas seulement des victimes du colonisateur. C'est en partie grâce à leur action que la présence française ne s'est pas davantage étendue.

Comment le gouvernement royal va tenter d'organiser la colonie naissante ? En 1663, Louis XIV décide que la Nouvelle France devient territoire royal. On envoie un émissaire pour évaluer la situation de la colonie. En 1665, on compte environ 3 200 habitants (environ la même population qu'Angoulême en 1789). L'objectif de Louis XIV est de défricher des terres et de réunir les bourgades. Par la suite un Intendant est nommé. Sa mission est que la colonie soit viable : « procurer la paix et l'abondance ». La colonie s'étend progressivement de Terre-Neuve à La Louisiane. L'Acadie est cédée à l'Angleterre par le traité d'Utrecht en 1713.

La pyramide administrative dans les colonies américaines : un maillage territorial fort

L'Intendant

Le commissaire de marine (dans les villes secondaires)

Les écrivains (dans le service de l'intendant)

Les gardes magasins (dans les forts et les villes importantes)

Les territoires américains fascinent les émigrants : l'immensité du territoire fait espérer que l'on aboutira à la « mer de l'ouest » c'est-à-dire l'océan Pacifique et donc la Chine. Puisque le 1er objectif est le même que Christophe Colomb, arriver en Chine.

Quel est le rôle des missionnaires et de l'Eglise ? Ils sont associés aux 1^{ères} missions officielles. On cherche à rallier les amérindiens au projet français en les christianisant. Au milieu du XVII^e s, les témoignages des religieux montrent que leur action a peu d'effet sur l'évangélisation des amérindiens. L'Eglise est donc plutôt un support au commerce et à l'entreprise coloniale. En 1659, création d'un évêché à Québec, le seul pour tout le territoire de la Nouvelle France. On constate néanmoins, que les villages se constituent autour des églises. L'Eglise apparaît comme l'élément de consolidation de la présence des colons, plus que comme évangélisatrice.

Retour sur Cavelier de La Salle qui sert de diplomate entre le gouverneur et les amérindiens (iroquois). Il s'oppose à Colbert qui veut que la colonie reste autour du St Laurent. Selon lui, la colonie coûte trop cher. Il voudrait seulement envoyer des populations qu'il considère comme inutile en France. La colonie n'a d'intérêt que si elle rapporte des bénéfices au roi.

L'objectif de Cavelier de La Salle est l'exploration et l'envie de trouver la « mer du Sud » (soit le golfe du Mexique, soit La Californie). Il veut trouver une route qui permettrait à la colonie de trouver un port accessible toute l'année et d'éviter la remontée des espagnols dans le territoire. Il parvient par la terre jusqu'à l'embouchure du Mississippi.

Le rôle de la nouvelle France dans les rivalités franco-anglaises :

Vu de France, la colonie n'est pas un espace à défendre. La Cour privilégie son influence en Europe. Alors que l'Angleterre est très fortement implantée aux USA et met beaucoup de crédits dans la guerre de 7 ans. La France met plus de crédits dans les îles comme St Domingue (parce que c'est une île à sucre). La guerre de 7 ans est perdue par la France. L'Angleterre mise sur la conquête de l'empire colonial français.

L'empire français d'Amérique a été plutôt un rêve d'empire dont l'espace s'est agrandi très vite mais c'est aussi rétréci très vite. C'est devenu plutôt un empire culturel, avec une langue et des traditions. L'empire français va alors se resserrer sur les îles à sucre.

Qui sont les colons ? 20% viennent d'Ile de France, 20% de Normandie, un peu du Poitou-Charentes et 40% d'un peu partout du royaume de France. Ils ont des revenus moyens (car il faut investir pour le départ). Ils partent par groupes familiaux. Les protestants viennent clandestinement. La notion de liberté par la possession d'une vaste terre est très présente. On remarque une volonté de la part des colons de copier la métropole. Cependant, une identité propre est fondée.

**VENDREDI 9 OCTOBRE : *Le retour des années 1930 ?* Carte blanche aux éditions Flammarion
Par Claude Askolovitch (absent), Pascal Blanchard, Renaud Dely et Yvan Gastaud**

L'ouvrage, *Le Retour des années 30 ?*, est sorti l'année dernière. Quel est l'origine du livre ? L'idée a été d'effectuer une mise en miroir entre les années 1930 et aujourd'hui. Le Travail a été mené par deux journalistes accompagnés de deux historiens. L'ouvrage est une réflexion sur le rôle du journaliste, de plus en plus menacé par l'instantanéité des réseaux sociaux. Les journalistes aujourd'hui manquent parfois de recul et les historiens dans cet ouvrage ont permis d'apporter ce recul.

Un exercice de style fascinant pour cet ouvrage, selon les auteurs. Sur beaucoup de sujets, les auteurs n'étaient pas d'accord. Ils ont tiré au sort le sujet qu'ils devaient traiter. L'auteur écrivait alors son article soumis à la critique et à la déconstruction par les 3 autres... La méthode de travail a obligé à s'emparer du présent et la question posée a été de savoir quels étaient les facteurs similaires entre les années 1930 et aujourd'hui.

Dans l'espace public, beaucoup d'observateurs font référence aux années 1930. La conclusion de l'ouvrage est mitigée sur la question : on ne conclue pas à un retour des années 1930. Mais l'idée d'une société déclinante revient souvent. Puiser dans le passé pour comprendre le présent est un exercice intellectuel stimulant.

Dans les années 1930, l'ennemi désigné était le communiste. Aujourd'hui c'est l'islam. L'idée commune est de se fédérer autour d'un ennemi commun. Le péril rouge communiste dans les années 30 contre le péril vert islamiste aujourd'hui .

Réflexion autour de la montée du FN :

1984 : émergence électorale du parti.

En 1995, sous l'influence de Bruno Mégret le parti change. L'électorat du FN se prolétarise comme dans les années 1930. Une première tentative d'importation d'une culture du gouvernement au FN est réalisée. On développe l'ambition de former des cadres qui vont conquérir des responsabilités. A cette époque, une mise en place de la notion du FN qui combat le mondialisme, s'effectue. En 2002 c'est le triomphe du FN mais pour le parti c'est un échec au 2^e tour. L'entre-deux tour de la présidentielle explique la mutation actuelle du FN. Pour le parti, l'Europe devient l'incarnation du mondialisme qui menace la patrie.

Dans les années 1930, les mouvements de droite et d'extrême-droite sont fascinés par l'Italie fasciste des années 1920. En 1934 lors des manifestations de février, on pense que la prise de pouvoir

passera par la rue. L'arrivée au pouvoir en 1936 du Front Populaire va à l'encontre des modèles autoritaires de l'extrême-droite. La droite et l'extrême-droite vont alors durcir leurs discours pour battre Blum : « Mieux vaut Hitler que Blum ».

Quelques grandes dates qui font rupture sont ensuite évoquées au cours de cette carte blanche :

1998 / 1931 : la France, championne du monde de football / L'exposition coloniale à Paris

Deux dates qui marquent une apothéose et qui annoncent le début d'une chute, d'une idée de perte de sens de la République. Rappel du match France/Algérie de 2001, Le Pen au second tour en 2002. Mais La coupe du monde de foot et l'exposition coloniale sont le moment d'un rassemblement autour d'un événement. Une liesse communicative. En 1931, l'exposition coloniale marque son temps, la colonisation est une valeur forte et incontestable.

2001- 2002 : les attentats du World Trade Center et Le Pen au second tour de la présidentielle sont aussi deux dates qui marquent une rupture. C'est l'apparition plus claire d'une figure de l'ennemi intérieur. La dimension conspirationniste inspire. Apparition de tensions communautaires, agressions et incidents dans les synagogues. Les médias confondent alors information et spectacle lorsqu'ils traitent du thème de l'insécurité qui est aussi bien physique que sociale.

L'Idée d'un ennemi intérieur qui obéit à un QG extérieur se répand :

Ainsi, dans les années 1930, le communiste obéit à Moscou, aujourd'hui le musulman obéit aux groupes djihadistes. Dans les années 1930, il existait une grande peur que les communistes soient au gouvernement. Aujourd'hui, ce qui rappelle cette peur du péril vert est le livre de Houellbecq. Mais les mécanismes sont-ils comparables ?

Deux personnages politiques reviennent : Blum et Sarkozy. Depuis 2002, Sarkozy domine la scène politique, il a métamorphosé son camp (idée de droite décomplexée). La gauche s'est positionnée contre Sarkozy mais elle n'a pas été capable de se redéfinir. C'est à travers le personnage que l'on se positionne comme la droite qui dans les années 1930 se positionne contre Blum. L'UMP devient le porte-parole d'une droite traditionaliste.

La crise de 2008 : la politique d'austérité montre que nous n'avons retenu aucune leçon des années 1930. L'austérité repousse la reprise économique. L'emploi et le chômage deviennent des questions secondaires. A noter néanmoins, qu'aujourd'hui, il existe un filet de protection sociale qui n'existait pas dans les années 1930.

2012-2013 la manif' pour tous / le 6 février 1934 : ou l'utopie de renverser le gouvernement.

Les éléments identitaires dans le discours de droite sont très présents. Une idéologie est rendue visible par la rue. Les auteurs pensent que 2017 se jouera sur l'identité de la France (cf. le succès éditorial de Zemmour par exemple). Le thème est omniprésent. Mais comment lutter contre le danger du racisme et du fascisme ? L'antiracisme aujourd'hui connaît des difficultés comme l'antifascisme des années 1930. On constate aussi une grande fatigue démocratique. La démocratie est mal défendue par les démocrates.

Le principe de comparer deux époques a été stimulant pour les auteurs même si certains historiens pensent que cette méthode est un sacrilège. L'ouvrage a permis de constater que le discours de déclin existe toujours, quand la société cherche un ennemi commun dans un moment de crise.

COMMUNICATION

SAMEDI 10 OCTOBRE : COMMUNICATION : POURQUOI ENSEIGNER L'HISTOIRE ? ETUDE COMPARATIVE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE DANS 10 PAYS.

Par Jean-Clément Martin, Philippe Joutard, Mostafa Hassani-Idrissi, Marie-José Sanselme.

La communication est menée par une revue parue aux Editions de Sèvre. Elle compare des systèmes éducatifs. Cette comparaison est effectuée par des spécialistes ressortissants des pays présentés. A chaque fois, il y a eu la volonté de faire écrire des articles par des personnes présentes sur place. L'objectif a été d'élargir le débat et de mettre en avant une expérience, pour ne pas se situer dans le débat franco-français.

Le Trentin-Tyrol a pour volonté de créer une communauté nationale avec une Histoire commune. Il existe une opposition d'une histoire qui s'ancre dans un passé régional et une histoire plus universitaire qui défend l'universalité.

L'Allemagne : diversité des Länder et de l'enseignement. Le problème est d'articuler les attentes sociales et le but de l'enseignement de l'Histoire.

L'Histoire a pour vocation de former des citoyens capables de porter l'Histoire de leur pays et de former à une réflexion critique. L'objectif est de former un citoyen-patriote. La conséquence est qu'il existe une distanciation entre les objectifs de l'enseignement et les attentes des élèves.

Le Maroc : analyse du discours des manuels qui montrent deux finalités : notion identitaire et notion critique. Comment les manuels contribuent à construire une identité nationale marocaine ? La conception de la nation qui est véhiculée est une conception jacobine où l'on occulte la diversité du Maroc par peur des divisions. L'enseignement de l'Histoire se fait en Arabe. Celui-ci a été introduit sous l'époque du protectorat. On met en valeur le sacrifice pour défendre le territoire national contre les espagnols puis contre l'occupation française. La place du Maghreb dans les programmes varie selon les relations entretenues avec les pays voisins. Par exemple, aujourd'hui les relations sont tendues avec l'Algérie donc la place du Maghreb est moins évoquée dans les manuels. L'Afrique subsaharienne est très peu présente. L'Europe a une image positive, celle des Lumières, de la révolution industrielle. En revanche, le rapport de l'Europe avec les autres régions est perçu de façon plus négative.

Pour Philippe Joutard, l'idée d'une comparaison est fondamentale. La revue fait apparaître qu'à force d'insister sur l'identité, on crée une mémoire historique et on ne fait plus de l'Histoire. Il existe une tension entre l'Histoire comme mémoire avec fonction identitaire et l'Histoire comme discipline

scientifique pour comprendre le monde. Il faut savoir intégrer le rapport au monde, en cela, selon les intervenants les nouveaux programmes d'Histoire sont une régression.

CONFERENCE

**SAMEDI 10 OCTOBRE : CONFERENCE : AUTOPSIES DE CRIMES HISTORIQUES par Philippe Charlier
(ouvrage paru aux éditions du Rocher)**

Philippe Charlier est maître de conférence en médecine légale et travaille au laboratoire d'éthique médicale. Il a participé au travail d'identification du crâne d'Henri IV.

La conférence a pour objectif de montrer des photos de scènes de crime datant de la fin du XIXe s et du début du XXe siècle. Les photos sont anonymes, elles ont été montrées en cours d'assises.

Comment la photo devient un outil au service de la science criminelle à partir de la fin du XIXe s ?
Les 1ères photos sont prises dans la région parisienne. Elles ont pour objectif de rapporter des scènes de crime et permettent la dématérialisation de la scène de crime. Elles ramènent des informations dans le bureau de police.

1867 est la date de la plus ancienne photo de crime.

Les 1ères photos sont encore artistiques. Cette photo montre un individu jeune avec les mains ligotées et les vêtements sales : la focale est faite sur les mains. Les 1ères photos sont réalisées par des professionnels qui ont pour habitude de faire des photos de famille ou des portraits de défunts. La pudeur du sujet est respectée, si les personnes sont nues, on cache les parties intimes.

Bertillon est le policier qui le 1^{er} a une vision scientifique de la photo. Son objectif est de parvenir à une vision normée pour ramener la scène de crime en laboratoire. Un travail de méthode très précis, sur les dimensions et les distances d'un objet par rapport à un autre, est mis en place. Il effectue aussi un classement des criminels par rapport aux normes anthropologiques de l'époque. L'objectif étant de faire une criminologie préventive.

Ces photos de crime sont aussi une manière de pénétrer dans les foyers de l'époque. Beaucoup de photos montrent des meurtres de domestiques qui sont les 1ères victimes des criminels.

Les crimes à « la mode » à l'époque sont : la strangulation, l'utilisation du coupe-papier, du poinçon, du pic à glace et de l'arme à feu. Avec les progrès scientifiques, notamment les empreintes, certains criminels découpent leur victime pour retarder l'identification. On utilise parfois des malles postales, qui laissent le temps au criminel de fuir en Belgique où la peine de mort n'existe pas ou en Argentine. La 1^{ère} identification dentaire est celle de Marie-Antoinette et de son « sourire atypique ».